



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 28 mars 2023

❖ Régional

Les dirigeants des Banques centrales s'engagent à respecter l'échéance de 2031 pour la monnaie de la CAE

Les gouverneurs des Banques centrales d'Afrique de l'Est se sont retrouvés le 17 mars à Bujumbura à l'occasion de la 26^{ème} réunion ordinaire du comité des affaires monétaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Ils sont convenus d'accélérer la mise en œuvre d'une monnaie commune d'ici 2031, après que l'échéance de 2024 se soit avérée non viable, et ont souligné les progrès réalisés, notamment dans la mise en place de l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Est (EAMI) – la future Banque centrale de la CAE qui sera créée fin 2023. Pour rappel, les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la monnaie commune comprennent: i) l'harmonisation des politiques monétaires et de change; ii) l'harmonisation des cadres réglementaires; iii) la mise en œuvre de mesures visant à renforcer les systèmes de paiement régionaux; et iv) l'amélioration des cadres de cybersécurité. Le comité a noté qu'il restait beaucoup à faire dans le domaine des systèmes de paiement transfrontaliers et a décidé de poursuivre les initiatives d'interopérabilité au niveau national et de renforcer le système de paiement de l'Afrique de l'Est.

❖ Burundi

Le gouvernement a signé un protocole d'accord avec l'entreprise émirienne pour la construction des entrepôts pétroliers

Le mercredi 1^{er} mars, le ministre de l'Energie a signé un protocole d'accord avec la société émirienne *Excel Astra Engineering & Construction LLC* pour la construction d'entrepôts pétroliers dans les provinces de Rumonge, Makamba, Gitega, Cankuzo, Ngozi et Cibitoke. Aucun détail sur le coût du projet, ni sur le calendrier de son achèvement, n'a été annoncé au public. Cette décision intervient alors que le pays est confronté à une pénurie de carburant depuis plus d'un an en raison d'un manque de devises étrangères et d'un défaut général de planification et de coordination de l'approvisionnement. Le gouvernement s'est donc fixé comme priorité de construire ses propres entrepôts dans les endroits stratégiques du pays, afin de garantir l'approvisionnement en carburant aux consommateurs. La compagnie publique Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité (Regideso) est depuis août 2022 en charge de l'importation et de la distribution du pétrole, auparavant assurée

exclusivement par les entreprises importatrices. Elle utilise les entrepôts du parc pétrolier de Gitega, suite à un accord signé avec la société d'importation et de distribution *Interpetrol*.

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Finalisation à 90 % de la construction du Grand Barrage de la Renaissance

12 ans après le début des travaux, la construction du Grand Barrage de la Renaissance (GERD) serait achevée à 90 % d'après les annonces récentes du Bureau de coordination nationale pour la construction du barrage. Le montant total du projet s'élève à environ 4,8 Mds USD, financé sur fonds propres de l'Etat et via une importante mobilisation des citoyens éthiopiens et de la diaspora notamment (la contribution de cette dernière serait évaluée à 50 MUSD). Le plus grand barrage hydroélectrique du continent africain devrait accroître les exportations éthiopiennes d'électricité et

ainsi générer des devises. Notons que l'Ethiopie fournit déjà de l'électricité à Djibouti ainsi qu'au Soudan et au Kenya. Le pays aurait ainsi exporté l'équivalent de 48 MUSD d'électricité sur les 7 derniers mois de l'année fiscale en cours.

Augmentation du capital social de l'entreprise publique *Ethiopian Railway Corporation*

Le Conseil des Ministres a révisé le règlement établissant l'*Ethiopian Railway Corporation* – ERC (141/2007), pour augmenter le capital social de l'entreprise publique à 221 Mds ETB (4,1 Mds USD) contre 3 Mds ETB (55,7 MUSD) auparavant. Cette augmentation de capital devrait, selon le gouvernement, permettre à l'ERC de finaliser les projets d'infrastructures ferroviaires en cours (la ligne *Awash - Mekele* via *Hara Gebeya* en premier lieu) et de les exploiter par la suite. Le gouvernement mise également sur l'ERC pour le développement de nouveaux projets en accord avec le plan tricennal pour le secteur des transports publié fin 2022. Le plan dévoile la volonté de l'Ethiopie de porter le réseau de chemins de fer à 8 700 km. A moyen terme (2030), le développement du rail se ferait en direction du Somaliland, de l'Erythrée et du Kenya pour permettre l'accès aux ports de *Berbera*, d'*Assab*, de *Massawa* ainsi que de *Lamu*. A long terme (2050), l'Ethiopie ambitionne de développer des lignes ferroviaires vers le Soudan du Sud et le Soudan.

Kenya

Le Kenya dépasse l'Afrique du Sud en tant que meilleur endroit où s'installer en Afrique

Le Kenya a été classé par les expatriés 9^{ème} destination privilégiée dans le monde pour s'installer et démarrer une activité en raison de la langue, de la facilité à trouver un logement et du coût de l'immobilier. Cela fait du Kenya la destination la mieux classée du continent, devant l'Afrique du Sud (28^{ème}) et l'Égypte (37^{ème}). A noter tout de même que la bureaucratie locale reste une source de frustration pour de nombreux expatriés, 57 % d'entre eux la jugeant difficile à gérer, soit près de 20 pdp de plus que la moyenne mondiale de 39 %. Par ailleurs, ces résultats font suite à un récent rapport réalisé par la société immobilière *Knight Frank*, qui a classé le Kenya comme l'un des principaux lieux d'investissement immobilier dans le monde, après la France, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Kenya Airways accuse une perte de 290 MUSD sur 2022, la plus importante de la décennie

Kenya Airways a publié son bilan lundi 27 février, reportant une perte nette de 38,6 Mds KES (290,6 MUSD) au cours de l'exercice 2022. La perte nette a été multipliée par 1,4 par rapport aux 15,9 Mds KES (120,5 MUSD) enregistrés en 2021, portant la perte cumulée du transporteur national à près de 1,3 Md USD. Le conseil d'administration semble optimiste sur la perspective d'atteindre le seuil de rentabilité en 2023 et la rentabilité en 2024. Kenya Airways a vu ses revenus augmenter

de 70,2 à 116,9 Mds KES (887,7 MUSD) entre 2021 et 2022 sous l'effet de l'augmentation du nombre de passagers (+ 68 %) et du fret (+ 3,5 %). L'entreprise a toutefois subi une augmentation de ses pertes nettes après que l'Etat a repris le service de l'un de ses emprunts libellés en dollars, converti en shillings kenyans, occasionnant des pertes de change (18 Mds KES soit 136,7 MUSD). Les coûts d'exploitation de la compagnie ont également fortement augmenté au cours de 2022, en raison de la hausse des prix du carburant (+ 160 %) et de l'augmentation de la capacité.

Madagascar

Pas de brève cette semaine

Maurice

La MCB investit 120 MUSD dans les énergies renouvelables en Afrique

La MCB, premier établissement bancaire du pays, a annoncé le financement du consortium égypto-émirati *Infinity Power* à hauteur de 120 MUSD pour l'acquisition de *Lekela Power*. Cette entreprise du secteur des énergies renouvelable a déployé depuis 2015 près de 1GW de parcs éoliens en Afrique du Sud, en Égypte, au Ghana et au Sénégal. Consolidé par cette acquisition *Infinity Power*, devient l'un des leaders africains des énergies renouvelables. En outre, cette transaction participe à la stratégie de la MCB de diversification internationale (présente dans une dizaine de pays) et de renforcement de son portefeuille de prêts dans les énergies renouvelables.

🍷 Ouganda

Les propriétaires de petites industries se plaignent d'une taxation jugée trop élevée

L'Association ougandaise des petites industries (*USSIA-Uganda Small Scale Industries Association*) a adressé le 25 mars derniers, une liste de doléances à l'autorité ougandaise de collecte fiscale (*URA-Uganda Revenue Authority*). Les petites sociétés se considèrent lésées par la politique fiscale du gouvernement qui les prive des avantages fiscaux dont bénéficient les grandes entreprises en vertu des dispositions du régime fiscal de l'investissement. En effet, les petites entreprises ne remplissent pas les trois conditions fixées par l'*Income Tax Act* pour être considérés comme des investisseurs et bénéficier d'avantages fiscaux : être une industrie de grande échelle, dans le secteur de manufacturier et être localisé à au moins 50 km de distance de Kampala. Après avoir rappelé l'objectif prioritaire d'industrialisation du plan de développement du pays, les représentants des industries de petite taille ont listé les nombreux avantages d'une croissance de leur secteur, notamment l'amélioration de l'inclusion financière des populations, l'élargissement de la base imposable dans le pays ou encore l'accroissement du pouvoir d'achat des individus. En réponse, les représentants de l'URA font part de leur besoin de mieux comprendre ces acteurs pour mieux les soutenir.

🍷 Rwanda

Pas de brève cette semaine

🍷 Seychelles

La mission FMI et les autorités s'accordent sur la prochaine mise en œuvre de financements à hauteur de 103,2 MUSD

Suite à une mission du FMI entre le 16 et le 29 mars, les autorités seychelloises et la délégation du FMI se sont accordés pour la mise en œuvre prochaine d'un programme de Facilité de résilience et de durabilité doté d'un financement de 34,35 M DTS (46,2 MUSD) et de l'extension du Mécanisme élargi de crédit d'un montant supplémentaire de 42,36 M DTS (57 MUSD) pour une période de 36 mois. Ces programmes, qui font suite au premier mécanisme élargi de crédit approuvé en juillet 2021 de 106 MUSD, feront l'objet d'une approbation prochaine de la part du conseil d'administration du FMI. Ils visent à soutenir les efforts du gouvernement pour maintenir la stabilité macroéconomique, la mise en œuvre de réformes structurelles, notamment l'adaptation au changement climatique.

🍷 Somalie

Le régulateur et les opérateurs télécoms finalisent l'interconnexion des réseaux

Selon l'Autorité nationale des communications de Somalie (NCA), les opérateurs de télécommunications somaliens (*Hormuud, Somtel, Amtel, SomLink, Golis* et *TeleSom*) ont achevé l'interconnexion de leurs différents réseaux. Ce processus entamé en février dernier, va

permettre aux clients des différentes sociétés télécoms de communiquer plus facilement, sans nécessairement être sur le même réseau, d'autant plus que de nombreux opérateurs n'opèrent pas dans l'ensemble des états fédérés. L'interconnexion des réseaux télécoms fait suite à un accord signé le 5 décembre 2022 entre les opérateurs et la NCA, s'inscrivant dans l'objectif national de promouvoir la concurrence dans le secteur et d'améliorer la connectivité. Deux précédentes tentatives d'interconnexion engagées en 2000 et 2014 avaient échoué.

🍷 Soudan

Prévisions mitigées de la récolte de blé sur le périmètre irrigué de la Gézira

Alors que la récolte de blé vient de commencer, un responsable de la fédération des agriculteurs du périmètre irrigué de la Gézira estime que seulement 44 % de la superficie (soit 83 000 ha), qui aurait dû être dédiée à cette céréale, a été semée. D'année en année, cette surface régresse puisqu'en 2022 et 2021 elle atteignait respectivement 166 000 ha et 250 000 ha. Cette baisse s'explique en grande partie par l'incapacité des autorités (via notamment la banque agricole) à offrir un financement des intrants au moment des semis et à fixer des prix incitatifs d'achat de la production. Cette chute de la superficie cultivée sera néanmoins compensée par une amélioration de la productivité, puisque la production du périmètre pourrait être supérieure à 300 000 tonnes. Pour rappel le périmètre de la Gézira fournit environ la moitié de la production locale de blé. La consommation de blé au Soudan est estimée à 3,4 millions de tonnes par an dont

2,7 millions de tonnes ont été importés en 2022. Cette denrée représente la seconde sortie de devises, soit 1,1 Md USD.

🍷 Soudan du Sud

Lancement du projet de reconstruction de l'Académie fiscale du Soudan du Sud

L'administration fiscale (*NRA-National Revenue Authority*) a lancé le 24 mars dernier le projet de reconstruction de l'Académie fiscale du Soudan du Sud. Le site accueillera des bureaux, des salles de classe et des hébergements pour le personnel pouvant accueillir 50 employés et jusqu'à 150 étudiants. Le gouvernement a signé un contrat avec la société sud soudanaise *ICE Engineering Company* pour réaliser le projet qui devrait durer 6 mois. Le projet sera financé à hauteur de 1,5 MUSD par le gouvernement (les fonds ayant déjà été libérés) et par la Banque africaine de développement pour 1 MUSD. Une fois opérationnelle, l'académie fiscale devrait faciliter la collecte des recettes non pétrolières. Pour cela, elle mènera des actions de formation à destination du personnel de la NRA et des acteurs clés du système fiscal. L'objectif est de diversifier ses recettes fiscales, qui sont pour près de 90% constituées par les recettes pétrolières. Au cours de l'exercice 2021/22, la NRA avait dépassé de 42 % l'objectif de collecte fiscale non-pétrolière (82 Mds de livres Sud-Soudanaises contre un objectif de 58 Mds). En date du 15 mars (soit 3,5 mois avant la fin de l'exercice 2022/23), la collecte non fiscale représente 124 Mds de livres sud soudanaise (contre un objectif fixé à 117 Mds de SSP pour l'année fiscale 2022/23).

Tanzanie

Lancement du sommet régional sur l'agriculture Africa's Food Systems Forum

Le sommet AGRF rebaptisé *Africa's Food Systems Forum* rassemble chaque année des décideurs, chefs d'Etats, organisations internationales, scientifiques, et le secteur privé agricole. Il se tiendra en Tanzanie du 5 au 8 septembre 2023. Lors du lancement du forum le vendredi 17 mars, en présence de la présidente Samia Suluhu Hassan, il a notamment été annoncé que le budget dédié à l'agriculture avait été multiplié par 4 cette année, passant de 126 MUSD à 411 MUSD. La Tanzanie a pour ambition de « nourrir l'Afrique », en augmentant la production agricole afin de produire 20% de la demande céréalière du continent et avec pour objectif que le secteur agricole atteigne 30% du PIB national d'ici 2025 (25% aujourd'hui). Selon la *Bank of Tanzania (BoT)*, la Tanzanie est devenue une plaque tournante pour les exportations de denrées alimentaires sur le continent. Le pays est, en

effet, en grande partie autosuffisant grâce aux produits à faible valeur ajoutée (riz, maïs, café, thé, céréales). C'est le premier producteur de riz en Afrique de l'Est, et le cinquième sur le continent (Nigeria et Madagascar en tête). Au cours de la saison 2020/21, la Tanzanie a produit 1,85 Mt de riz et 6,5 Mt de maïs, alors que la demande annuelle du pays était respectivement d'1 Mt et de 6 Mt. Pour 2023/2024, le *Cereal and Other Produce Board of Tanzania (CPB)* prévoit d'acheter et de transformer 20 000 t de riz afin de générer environ 11 MUSD de bénéfice grâce aux ventes sur les marchés nationaux et étrangers. Le pays importe cependant massivement le blé et le sucre. Le gouvernement entend profiter de ce forum afin de créer de nouvelles opportunités d'investissements privés, favoriser l'innovation agricole, développer l'irrigation et mettre l'accent sur les femmes et les jeunes.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) /

[Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

